

Emprunt national et aviation verte : Franchir une nouvelle étape technologique

**Extrait de l'allocution de M. Nicolas Sarkozy,
Président de la République**

Conférence de presse sur les priorités financées par l'Emprunt National

Palais de l'Élysée – Lundi 14 décembre 2009

« L'emprunt national nous fournit l'occasion d'aider nos filières d'excellence à préparer l'avenir (...) Faire l'avion du futur qui sera plus silencieux et réduira sa consommation et ses émissions de CO₂ de moitié, voilà ce que nous allons faire. »

Extrait du Dossier de presse de la Présidence de la République (14 décembre 2009) :

L'aéronautique et l'espace : une tradition d'excellence à poursuivre

(...) La France a le leadership européen dans le secteur aéronautique et spatial. Ces technologies très difficiles à maîtriser dans leur ensemble sont un point d'ancrage fondamental de notre industrie dans la concurrence mondiale et notre avance technologique doit y être préservée, par un effort conjoint avec nos grands partenaires européens.

En matière aéronautique, il s'agit de préparer les aéronefs du futur, leur architecture, leur motorisation afin de franchir une nouvelle étape technologique : moindre consommation, moins de bruit. Des perspectives prometteuses se dessinent du côté de la recherche : l'avion du futur consommera deux fois moins de carburant qu'aujourd'hui, et émettra donc deux fois moins de gaz à effet de serre, tout en réduisant en parallèle son volume de bruit. Un effort comparable est à entreprendre dans le domaine des hélicoptères.

Dans le domaine spatial, la France doit préparer la fusée de nouvelle génération Ariane 6, qui sera réalisée en coopération avec nos partenaires européens. Ariane 6 doit être un lanceur compétitif en termes de coût, à la puissance modulaire en fonction du nombre de satellites à emporter, et adapté à tous les besoins stratégiques des États européens.

L'amélioration technologique des satellites est un autre enjeu fondamental. Par exemple, l'observation directe par satellite des émissions de gaz à effet de serre des divers pays est indispensable pour garantir le sérieux et le respect des engagements qui seront pris à Copenhague. La France va s'engager dans l'élaboration et le lancement d'un satellite prévu à cet effet, qui sera une pièce essentielle de la nouvelle gouvernance environnementale internationale (...)

2 milliards d'euros seront ainsi consacrés à ces projets, sous trois formes : développements technologiques publics (dans le cas du spatial), avances remboursables et co-investissements en fonds propres (...)